



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/41/807

S/18451

7 novembre 1986

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante et unième session
Point 62 de l'ordre du jour
EXAMEN DE L'APPLICATION DES
RECOMMANDATIONS ET DECISIONS
ADOPTÉES PAR L'ASSEMBLEE
GENERALE A SA DIXIEME SESSION
EXTRAORDINAIRE

CONSEIL DE SECURITE
Quarante et unième année

Lettre datée du 6 novembre 1986, adressée au Secrétaire général
de l'Organisation des Nations Unies par le Chargé d'affaires de
la Mission des Etats-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation

J'ai l'honneur de vous faire tenir le texte d'une allocution du Président des Etats-Unis d'Amérique, M. Ronald Reagan, au peuple américain, prononcée le 13 octobre 1986.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe en tant que document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 62 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent
par intérim,

(Signé) Herbert S. OKUN

ANNEXE

Allocution du Président des Etats-Unis d'Amérique au peuple
américain (13 octobre 1986)

Comme vous le savez tous ou presque, je reviens d'Islande où j'ai rencontré le dirigeant de l'Union soviétique, le Secrétaire général Gorbatchev. Comme je l'avais fait l'an dernier en revenant de la Conférence au sommet de Genève, je tiens à vous faire part ce soir en quelques minutes de ce qui s'est passé au cours de ces discussions.

La portée de ces entretiens est immense et commence à peine à être comprise. Nous avons présenté la proposition la plus vaste et la plus généreuse qui ait jamais été faite en matière de contrôle des armements. Nous avons proposé l'élimination complète de la planète d'ici à 1996, de tous les missiles balistiques, soviétiques et américains. Bien que nous nous soyons séparés alors que l'offre américaine était toujours sur la table des négociations, nous sommes plus proches que nous ne l'avons jamais été d'accords qui pourraient mener à un monde plus sûr, sans armes nucléaires.

Mais je tiens tout d'abord à vous dire que, dès le début des rencontres avec M. Gorbatchev, je n'ai cessé de considérer que vous, le peuple américain, y participiez pleinement. Croyez-moi, sans votre appui aucun de ces entretiens n'aurait pu avoir lieu, non plus que les objectifs fondamentaux de la politique étrangère américaine - la paix mondiale et la liberté - n'auraient pu être poursuivis. Et c'est en considération de ces objectifs que je suis allé jusqu'en Islande.

Mais avant de vous rendre compte de nos entretiens, je voudrais d'abord planter le décor en attirant votre attention sur deux points qui ont fait partie intégrante de nos discussions, d'une part un traité et d'autre part un moyen de défense contre les missiles nucléaires, que nous tentons actuellement de mettre au point. Vous en avez déjà entendu parler mille fois - le Traité ABM et l'IDS, c'est-à-dire le Traité concernant la limitation des systèmes antimissiles balistiques et l'Initiative de défense stratégique.

Il y a quelques années, les Etats-Unis et l'Union soviétique sont convenus de limiter leurs moyens de défense contre les attaques de missiles nucléaires à la mise en place, dans un lieu donné de chaque pays, d'un petit nombre de missiles capables d'intercepter et de détruire les missiles nucléaires qui arrivent, notre véritable défense reposant ainsi sur le principe dit de destruction mutuelle assurée, ce qui veut dire que si l'une des parties lance une attaque nucléaire, l'autre peut riposter. Cette menace de destruction mutuelle était censée dissuader chacune des parties d'attaquer la première.

Nous voici donc aujourd'hui avec des milliers d'ogives nucléaires pointées sur nous et capables de rayer nos deux pays de la carte. Les Soviétiques ont déployé autour de Moscou les quelques missiles antibalistiques auxquels le Traité les autorisait. Nous n'avons même pas pris la peine d'en déployer car la menace d'anéantissement qui pesait sur le pays tout entier faisait paraître inutile une défense aussi limitée.

Depuis maintenant plusieurs années, nous pensons que les Soviétiques sont peut-être en train de mettre au point un système de défense à l'échelle du pays. Ils ont installé à Krasnoyarsk un grand radar moderne qui est, à notre avis, un élément crucial d'un système de protection conçu pour guider, par radar, les missiles antibalistiques et couvrant l'ensemble du territoire. Ceci constitue une violation du Traité ABM.

Convaincu qu'une politique de destruction mutuelle et de massacre de leurs citoyens et des nôtres était indigne de peuples civilisés, j'ai demandé à l'armée, il y a quelques années, de mener des études pour voir s'il existait un moyen pratique de détruire des missiles nucléaires après le lancement mais avant qu'ils aient atteint leurs cibles, et non plus de tuer simplement des gens. Eh bien, c'est l'objectif de ce que nous appelons l'IDS et nos scientifiques qui étudient un système de ce type sont convaincus qu'il est réalisable et que dans quelques années nous serons à même de le mettre en place. Par parenthèse, nous n'enfreignons pas le Traité ABM car il autorise ce genre de recherches. Et si nous déployons un jour l'IDS, le Traité prévoit que les parties peuvent le dénoncer avec un préavis de six mois. Je tiens à ce qu'il soit bien clair que l'IDS est un moyen de défense non nucléaire.

Voilà où en étaient les choses lors de notre deuxième rencontre, en Islande. Au cours de la première rencontre et au fil des mois qui ont suivi, nous avons débattu des moyens de réduire et, en fait, d'éliminer entièrement les armes nucléaires. Les Soviétiques et nous avons des équipes de négociateurs à Genève qui s'efforcent de parvenir à un accord sur la façon de réduire ou d'éliminer les armes nucléaires. Jusqu'à présent, ces efforts ont échoué.

Samedi et dimanche, le Secrétaire général Gorbatchev et son ministre des affaires étrangères, M. Shevardnadze, se sont entretenus avec le Secrétaire d'Etat George Shultz et moi-même pendant près de 10 heures. Nos discussions n'ont pas simplement porté sur les réductions d'armements. Nous avons parlé de ce qui est, à nos yeux, une violation des droits de l'homme de la part des Soviétiques - le refus de laisser partir de Russie des gens qui souhaitent émigrer pour pouvoir pratiquer leur religion sans être persécutés, d'autoriser la réunion de familles ou de conjoints séparés par des frontières nationales.

Ce faisant, l'Union soviétique viole un autre accord - les Accords d'Helsinki qu'ils ont signés en 1975. Youri Orlov, dont nous venons d'obtenir la mise en liberté, a été emprisonné pour avoir appelé l'attention de son gouvernement sur le fait qu'il violait lesdits accords, notamment en refusant de laisser des ressortissants quitter leur pays ou y revenir. Nous avons aussi abordé les problèmes régionaux, tels que l'Afghanistan, l'Angola, le Nicaragua et le Cambodge. Toutefois, sur les instances soviétiques, les entretiens ont porté principalement sur la limitation des armements.

Nous avons débattu de la mise en place de missiles de moyenne portée en Europe et en Asie, et étions semble-t-il d'accord sur le fait qu'ils pourraient être considérablement réduits. Les deux parties semblaient disposées à trouver un moyen de réduire, le cas échéant, à zéro, le nombre des missiles stratégiques balistiques avec lesquels elles se tiennent en respect. C'est alors qu'a été abordée la question de l'IDS.

J'ai présenté la proposition suivante : nous poursuivions les recherches en cours et lorsque nous parvenions, si nous y parvenions, au stade des derniers tests, nous signions un traité permettant aux Soviétiques d'observer ces tests. Si le programme était réalisable dans la pratique, chacun de nous éliminerait ses missiles offensifs et nous partagerions les avantages d'un système de défense avancé. J'ai expliqué que même si nous éliminions nos missiles balistiques offensifs, ce système de défense constituerait une protection contre toute tentative de tricherie ou contre la possibilité qu'un fou décide un jour de fabriquer des missiles nucléaires. Car après tout, le monde entier sait maintenant comment les fabriquer. J'ai comparé cette démarche au fait de garder nos masques à oxygène, même si tous les pays du monde ont interdit l'utilisation des gaz toxiques après la première guerre mondiale.

Vers la fin de la journée, nous semblions progresser au sujet de la réduction des armements, même si le Secrétaire général manifestait son opposition à l'IDS et proposait un engagement de respecter le Traité ABM pendant un certain nombre d'années.

M. Shultz a suggéré que nous remettions les notes que nos rédacteurs avaient prises sur tout ce qui avait été dit à nos équipes respectives afin de leur donner la nuit pour les mettre en forme et déterminer les points sur lesquels nous étions d'accord et ceux sur lesquels nous divergions. Je peux vous informer, et nous leur devons pour cela respect et gratitude, qu'ils ont travaillé toute la nuit jusqu'à 6 h 30 du matin.

Hier, c'est-à-dire dimanche matin, M. Gorbatchev et moi-même, ainsi que nos ministres des affaires étrangères, nous sommes retrouvés pour examiner le rapport de nos deux équipes, qui s'est avéré des plus prometteurs. Les Soviétiques avaient demandé un délai de 10 ans pour la mise en oeuvre des programmes IDS.

Nous nous sommes efforcés de voir comment nous pouvions apaiser leurs inquiétudes sans revenir sur nos principes et en protégeant notre sécurité et avons donc proposé une période de 10 ans pendant laquelle nous commencerions à réduire tous les types d'armements suivants : armes nucléaires stratégiques, bombardiers, missiles de croisière aéroportés, missiles balistiques intercontinentaux, missiles balistiques lancés par sous-marin et les armes qu'ils transportent. On procéderait à une réduction de 50 % dans les cinq premières années. Au cours des cinq années suivantes, nous éliminerions tous les missiles balistiques offensifs restants, quelle qu'en soit la portée. Pendant ce temps, nous continuerions la recherche-développement et les tests concernant l'IDS, tout ceci en conformité avec les dispositions du Traité ABM. A l'issue de ces 10 ans, tous les missiles balistiques étant éliminés, nous pourrions mettre en place le système de défense avancé, en permettant en même temps aux Soviétiques d'en faire autant.

C'est là qu'a commencé le débat. Le Secrétaire général voulait une formulation qui, en pratique, nous aurait empêchés de mettre au point notre système de défense stratégique pendant ces 10 années. En fait, il tuait l'IDS et, sauf si je donnais mon accord, tous les efforts déployés en vue d'éliminer les armes nucléaires étaient balayés, réduits à néant.

J'ai dit à M. Gorbatchev que je m'étais engagé auprès du peuple américain à ne pas brader l'IDS - il m'était tout à fait impossible de déclarer à notre peuple que son gouvernement ne le protégerait pas contre une catastrophe nucléaire. Je suis allé à Reykjavik déterminé à ce que tout soit négociable, à l'exception de deux choses : notre liberté et notre avenir. Je demeure cependant optimiste et je pense que l'on trouvera un moyen. La porte demeure ouverte et la possibilité de commencer à éliminer la menace nucléaire est à notre portée.

Ainsi, vous pouvez le voir, nous avons fait des progrès en Islande. Et nous continuerons à faire des progrès si nous adoptons une approche prudente, mûrement réfléchie et surtout réaliste à l'égard des Soviétiques. Telle est notre politique depuis les tout premiers jours de notre gouvernement. Nous avons clairement indiqué que nous n'avions guère d'illusions sur les Soviétiques ou leurs desseins ultimes. Nous avons expliqué franchement et publiquement les distinctions morales fondamentales que nous établissons entre totalitarisme et démocratie. Nous avons déclaré que le principal objectif de la politique étrangère des Etats-Unis n'était pas uniquement de prévenir la guerre, mais aussi de faire progresser la liberté. Et nous avons souligné notre attachement à l'expansion du système démocratique et des institutions démocratiques dans le monde entier. C'est la raison pour laquelle nous avons apporté une aide aux combattants de la liberté qui résistent contre l'imposition de régimes totalitaires en Afghanistan, au Nicaragua, en Angola, au Cambodge et ailleurs. Enfin, nous avons entrepris ce qui, je crois, a le plus incité les Soviétiques à négocier sérieusement : rétablir notre puissance militaire, reconstruire notre système de dissuasion stratégique et, par dessus tout, mettre au point l'Initiative de défense stratégique.

Mais tout en énonçant ces objectifs de politique étrangère et en commençant à travailler à leur réalisation, nous avons poursuivi un autre de nos objectifs fondamentaux à savoir, rechercher les moyens de réduire les tensions avec les Soviétiques, de prévenir une guerre et de maintenir la paix.

Eh bien, cette politique commence aujourd'hui à porter ses fruits. On l'a vu en Islande, avec les progrès accomplis sur la question de la limitation des armements. Pour la première fois depuis longtemps, les négociations soviéto-américaines sur la réduction des armements se sont débloquées et progressent dans la bonne direction, c'est-à-dire non seulement vers une limitation des armements mais vers leur réduction.

Cependant, malgré les progrès accomplis dans ce domaine, nous ne devons pas oublier qu'il y avait, sur la table des négociations en Islande, d'autres questions fondamentales. Comme je l'ai indiqué, l'une de ces questions était celle des droits de l'homme. Comme l'a dit un jour le Président Kennedy, en dernière analyse, "la paix n'est-elle pas essentiellement une question de droits de l'homme?".

J'ai affirmé clairement que les Etats-Unis ne chercheraient pas à exploiter une amélioration dans ce domaine à des fins de propagande. Mais je n'ai pas caché, cette fois encore, qu'une amélioration de la condition humaine en Union soviétique était indispensable à tout progrès dans les relations bilatérales avec les Etats-Unis. Car on ne peut attendre d'un gouvernement qui ne tient pas parole envers ses propres citoyens qu'il le fasse avec des puissances étrangères. J'ai

donc dit à M. Gorbatchev - à Reykjavik, comme je l'avais fait à Genève - que nous autres Américains accordions beaucoup moins d'importance aux paroles prononcées lors de réunions comme celles-ci qu'aux actes qui leur succédaient; lorsqu'il s'agit des droits de l'homme et lorsqu'il s'agit de juger les intentions des Soviétiques, nous sommes tous comme saint Thomas : nous demandons à voir.

Un autre des sujets que nous avons abordés en Islande est également au coeur des divergences entre l'Union soviétique et les Etats-Unis. Il s'agit de la question des conflits régionaux. Des conférences au sommet ne peuvent faire oublier au peuple américain les conséquences des actions soviétiques pour les peuples d'Afghanistan, d'Amérique centrale, d'Afrique et d'Asie du Sud-Est. Jusqu'à ce que les Soviétiques changent de politique, nous veillerons à ce que nos amis dans ces régions, c'est-à-dire ceux qui luttent pour leur liberté et leur indépendance, bénéficient du soutien dont ils ont besoin.

Il y avait enfin un quatrième point, à savoir les relations bilatérales, les contacts entre nos deux peuples. A Genève, l'an dernier, nous avons accueilli favorablement plusieurs accords d'échanges culturels; en Islande, les choses semblaient bouger davantage dans ce domaine. Mais je tiens à préciser que les Etats-Unis demeurent acquis à des programmes de peuple à peuple qui pourraient aboutir à des échanges non seulement entre quelques privilégiés mais entre des milliers de simples citoyens des deux pays.

Vous voyez donc, je crois, que nous avons progressé en Islande sur toute une gamme de sujets. Nous avons réaffirmé notre ordre du jour en quatre points; nous avons découvert qu'existaient d'autres terrains d'entente importants, nous avons exploré de nouveau d'anciens domaines de désaccord.

Mais je reviens maintenant à la question de l'IDS. Je me rends compte que certains Américains peuvent se demander ce soir : pourquoi ne pas accepter les exigences de M. Gorbatchev? Pourquoi ne pas renoncer à l'IDS en échange de cet accord?

La réponse, mes amis, est simple. L'IDS est la police d'assurance de l'Amérique, qui lui permet d'être sûre que l'Union soviétique respectera les engagements pris à Reykjavik. L'IDS est la garantie de l'Amérique au cas où les Soviétiques - comme ils l'ont fait trop souvent par le passé - ne respecteraient pas leurs engagements solennels. L'IDS est ce qui a ramené les Soviétiques à la table des négociations sur la limitation des armements à Genève et en Islande. L'IDS est la clef d'un monde sans armes nucléaires.

Les Soviétiques le comprennent. Ils ont consacré beaucoup plus de ressources pendant beaucoup plus longtemps que nous à leur propre initiative de défense stratégique. Aujourd'hui, le seul système opérationnel de défense antimissile qui existe au monde entoure Moscou, capitale de l'Union soviétique.

Ce que M. Gorbatchev exigeait à Reykjavik c'était que les Etats-Unis acceptent une nouvelle version du Traité concernant la limitation des systèmes antimissiles balistiques, vieux de 14 ans, que l'Union soviétique a déjà violé. Je lui ai dit que ce n'est pas ainsi que nous procédons aux Etats-Unis.

D'ailleurs, le peuple américain devrait réfléchir sur ces questions critiques : en quoi un système de défense des Etats-Unis menace-t-il l'Union soviétique ou qui que ce soit d'autre? Pourquoi les Soviétiques tiennent-ils absolument à ce que l'Amérique reste à jamais vulnérable aux attaques de missiles soviétiques? A ce jour, toutes les nations libres sont absolument sans défense contre un tir de missiles soviétiques - qu'il soit accidentel ou intentionnel. Pourquoi l'Union soviétique tient-elle tellement à ce que nous en restions là, à jamais?

Par conséquent, mes chers compatriotes, je ne peux vous promettre - et aucun Président ne le peut - que les pourparlers d'Islande ou tout autre entretien ultérieur avec M. Gorbatchev aboutiront nécessairement à des progrès décisifs ou à la signature de traités très importants. Nous n'abandonnerons pas le principe qui nous a guidés à Reykjavik. Nous préférons encore ne ramener aucun accord qu'un accord qui serait désavantageux pour les Etats-Unis.

A cet égard, je sais que vous souhaitez aussi savoir s'il y aura un autre sommet. M. Gorbatchev n'a nullement indiqué quand il envisageait d'effectuer le voyage aux Etats-Unis dont nous étions convenus l'année dernière à Genève, ni même s'il envisageait de le faire. Je répète ce soir que notre invitation tient toujours et que nous restons persuadés que d'autres rencontres seraient utiles. Mais c'est une décision qui appartient aux Soviétiques.

Cependant, quels que soient les résultats immédiats du sommet, je peux vous dire que je suis en fin de compte plein d'espoir quant aux perspectives qu'il ouvre pour l'avenir, pour la paix mondiale et pour la liberté. A vrai dire, ce sommet se situe dans un contexte très différent de celui des décennies précédentes; il est différent par ce que le monde est différent; et le monde est différent en raison des efforts et des sacrifices consentis par le peuple américain depuis cinq ans et demi. Grâce à votre dynamisme, vous avez rétabli et accru notre puissance économique; grâce à votre appui, nous avons recouvré notre puissance militaire. Votre courage et votre sens de l'unité nationale en temps de crise a donné à réfléchir à nos adversaires, stimulé nos amis et inspiré le monde. Les démocraties occidentales et l'alliance de l'OTAN s'en trouvent fortifiées et, dans le monde entier, les nations se tournent vers les idées démocratiques et les lois du marché. Ainsi, parce que le peuple américain a monté la garde au moment critique, les forces de la liberté se sont rassemblées, raffermies et remises en marche.

Je dois vous dire que l'impression dominante que je rapporte de ces entretiens d'octobre, c'est que, contrairement au passé, nous traitons désormais en position de force, ce qui nous met à même de progresser rapidement avec les Soviétiques. Nous leur avons fait part de nos idées. Nous nous y tiendrons. Nous sommes prêts à reprendre le débat là où nous l'avons laissé. Nos négociateurs retournent à Genève et nous sommes prêts à aller de l'avant quand les Soviétiques y seront disposés où que ce soit. Il y a donc des raisons, et de bonnes raisons, d'espérer.

J'en ai eu la preuve dans la façon dont ont progressé les entretiens avec M. Gorbatchev. Et j'en ai également eu la preuve quand, au moment de quitter l'Islande hier, j'ai parlé à nos jeunes gens en poste dans notre base navale de Keflavik, qui a une importance décisive puisque bien plus proche des bases navales soviétiques que de notre propre littoral.

Comme toujours, j'étais fier de passer quelques moments avec eux et de les remercier de leurs sacrifices et de leur dévouement à notre pays. Ils représentent l'Amérique dans ce qu'elle a de plus noble. Ils sont là pour défendre non seulement notre liberté, mais aussi celle des autres, de ceux qui, n'étaient la force et la détermination des Etats-Unis, vivraient dans un monde bien plus terrifiant.

"Que je lève l'étendard de la liberté et de l'indépendance, et l'Amérique est là, pour le défendre, avec son coeur, ses vœux et ses prières" a dit John Quincy Adams. Il a su définir notre destin de nation. Mes chers compatriotes, l'histoire nous honore, le sort nous confie la réalisation du plus vieux rêve de l'humanité : une paix durable et la liberté de l'individu.

Un autre Président, Harry Truman disait que notre siècle avait connu deux des guerres les plus terrifiantes de l'histoire, et que l'impératif ultime de notre temps était que les hommes apprennent à vivre ensemble dans la paix et l'harmonie.

C'est à la recherche de cet idéal que je me suis rendu à Genève il y a un an et en Islande la semaine dernière. C'est encore cet idéal qui m'inspire maintenant au moment de vous remercier de tout l'appui que vous m'avez apporté et de solliciter de nouveau votre aide et vos prières pour poursuivre notre quête d'un monde marqué au double sceau de la paix et de la liberté.
